

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

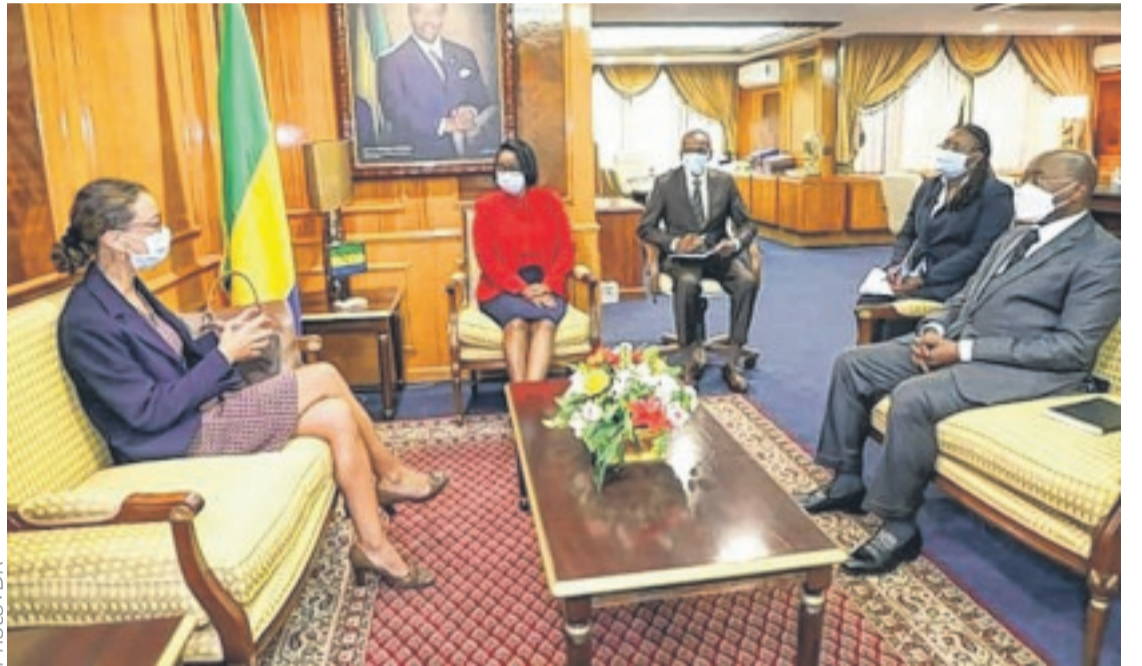
## Dialogue Gabon-UE: le format des prochaines discussions communiqué à la cheffe du gouvernement

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**A**PRÈS la récente série de réunions, dont la dernière s'est déroulée le 18 décembre dernier, entre le gouvernement et les membres de la délégation de l'Union européenne (UE), au titre du dialogue politique intensifié, l'ambassadrice de l'UE au Gabon, Rosario Bento Pais, s'est entretenue, hier, avec la Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda.

L'hôte de la "patronne de l'administration gabonaise" est allée communiquer à la cheffe du gouvernement le calendrier et le contenu du dialogue à venir, dans le cadre de l'Accord de Cotonou. Lequel constitue le cadre général dans lequel s'inscrivent les relations entre l'UE et

les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Il a été adopté en 2000 pour remplacer la Convention de Lomé de 1975. Ledit Accord de partenariat est le plus complet entre des pays en développement et l'UE, car concernant des relations entre le vieux continent et 79 pays, dont 48 d'Afrique subsaharienne. Autre point abordé lors de ce tête-à-tête entre les deux personnalités, celui inhérent au cadre financier pluriannuel européen pour la période 2021-2027, susceptible d'intéresser le Gabon, a également figuré en bonne place dans les discussions. Occasion pour Rose Christiane Ossouka Raponda de souligner que "l'Union européenne est un partenaire important pour le Gabon qui reste ouvert à toute coopération mutuellement profitable dans le respect de la souveraineté de chacun".



Echanges entre la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, et l'ambassadrice de l'UE au Gabon, Rosario Bento Pais.

## Quid du dialogue Gabon-UE ?

J.K.M  
Libreville/Gabon

**L**E Gabon et l'Union européenne (UE) sont des partenaires de longue date. Outre le dialogue politique, nos relations sont commerciales et s'étendent également à l'aide au développement, la pêche, l'éducation, la protection de l'environnement, etc.

À titre de rappel, c'est le 25 novembre 2019 que le dialogue politique Gabon-UE avait été renoué, après une période d'interruption de plusieurs mois. À cet effet, les deux parties avaient abordé un certain nombre de problématiques. Notamment les libertés fondamentales, la gouvernance démocratique, la transparence aux élections, les droits de l'homme, etc. Dans cette optique, l'ambassadrice de l'UE dans notre pays, Rosario Bento Pais, avait procédé à la présentation du "Projet d'appui à la promotion et protection des droits de l'homme

au Gabon (PAPPH)".

Une initiative qui, avait-elle mentionné, durant dix-huit mois, vise à contribuer à renforcer les capacités techniques et opérationnelles des acteurs étatiques, que sont la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et la Direction générale des droits de l'homme, en vue de l'accomplissement de leurs mandats conformément aux dispositions légales en vigueur et aux standards internationaux.

En tout cas, au cours de leurs échanges, les deux parties avaient aplani un certain nombre de malentendus et désaccords tout en réaffirmant leur engagement à des principes fondamentaux. Tant et si bien que le 15 décembre de la même année, elles avaient clôturé ce dialogue sur une note positive. En mettant en avant la nécessité de renforcer la coopération bilatérale via un "dialogue politique normalisé et régulier", à travers la mise sur pied d'un groupe de travail conjoint.

## Sénatoriales: les Démocrates sur la ligne de départ ?

J.K.M  
Libreville/Gabon

**F**AUT-IL voir un lien quelconque entre la récente publication des dates de la tenue des élections sénatoriales et la tenue, mardi dernier, de la réunion du bureau exécutif des Démocrates (LD), première formation politique de l'opposition ? Une rencontre dirigée par le leader des LD, Guy Nzouba-Ndama, au cours de laquelle les participants se sont prononcés, entre autres, sur "l'actualité politique du moment". Difficile de croire que les prochaines élections sénatoriales n'aient pas été, à cet effet, évoquées. Ce, d'autant plus qu'après avoir raflé un nombre assez important de sièges d'élus locaux au sortir des élections couplées d'octobre 2018, l'on voit mal LD ne pas prendre part au scrutin des 30 janvier et 6 février prochains. D'autant plus que dans certaines circonscriptions politiques du pays (Malinga, Mayumba, Mékambo, etc.), la formation de Guy Nzouba-Ndama pourrait bien réussir à avoir



Vue des participants à la réunion.

des élus au palais Omar-Bongo-Ondimba. Ce qui lui permettrait d'asseoir un peu plus son statut de première force de l'opposition. Et d'avoir, en plus de l'Assemblée nationale, une tribune supplémentaire où ses élus pourraient faire valoir leurs différences et leurs idées. D'autant plus encore que, au sortir de la dernière session parlementaire, certains députés LD semblent s'être constitués un ca-

pital sympathie non négligeable auprès de l'opinion, au travers de leurs interventions.

Bref, Guy Nzouba-Ndama et les siens semblent avoir définitivement assimilé le fait que "la politique de la chaise vide" ne paie pas vraiment. Et que realpolitik oblige, il est utile et nécessaire d'avoir des élus afin de mener et poursuivre le combat politique au sein des instances républicaines habilitées à cet effet.